Les relations entre l'Alliance démocratique et le parti radical pendant l'entre-deux-guerres, ou l'existence d'un centre

«In medio stat virtus». Cet adage emprunté à Cicéron par un adhérent à l'Alliance démocratique lors de son congrès de 1935¹ traduit la représentation que les alliés (néologisme créé par moi pour désigner les adhérents à l'Alliance) veulent donner d'eux-mêmes. Ces adversaires des extrêmes qui, avant la guerre, entonnaient le leitmotiv «ni révolution, ni réaction» disent, après la première guerre mondiale, s'opposer au communisme et au fascisme, et prétendent alors que leur mouvement se situe au Centre. Ses dirigeants parlent d'un grand parti central². Partant ils rejoignent la vision que les contemporains avaient de leur formation politique. Un fin observateur de la vie politique et en particulier de l'Alliance démocratique, André Siegfried, dans son «Tableau des partis en France», voit en elle «l'expression fidèle de l'esprit du centre», le centre que, quelques lignes plus haut, il définit ainsi: «Son essence, c'est l'esprit de gouvernement et plus encore la conservation de l'ordre social dans le cadre républicain.»³

Dans le jeu des représentations, les radicaux se donnent à voir, eux, comme des hommes de gauche. Mais la politique du parti radical, «le plus typiquement français de tous les partis»⁴, pendant l'entre-deux-guerres malgré l'attirance vers l'union à gauche est marqué à l'aune du conservatisme⁵. André Siegfried, une fois encore, note avec pertinence: «Le radicalisme est tiraillé [...] entre deux attractions, car par ses mœurs il est conservateur, mais sa mystique lui commande de n'avoir pas d'ennemis à gauche.»⁶

Cela étant, Alliance démocratique et parti radical ont vocation à former le noyau d'une majorité gouvernementale et à gouverner au centre. Mieux, je pose en principe que les deux formations incarnent le Centre et que c'est l'existence du Centre qui a épargné à la France les dérives dictatoriales rouges ou brunes.

¹ Compte-rendu in extenso du Congrès national de l'Alliance démocratique, tenu à Bordeaux le 15/16/17 novembre 1935, dans: BN, Salle des manuscrits, Fonds Alliance démocratique: un cahier broché dactylographié de 160 p. Lire résumé dans Alliance démocratique, 22 et 23 novembre 1935.

² Pour Alliance démocratique, se reporter à deux synthèses: Georges Lachapelle, L'Alliance démocratique, Paris 1935; Rosemonde Sanson, L'ARD ou AD (Alliance démocratique), dans: Jean-François Sirinelli (dir.), Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle, Paris 1995.

³ André Siegfried, Tableau des partis en France, Paris 1930, p. 172. André Siegfried est le fils du député-maire du Havre Jules Siegfried, un des pères-fondateurs de l'Alliance. En 1910, André Siegfried a posé lui-même sa candidature au Havre lors des législatives. Il échoua.

⁴ Siegfried, Tableau des partis, p. 159.

⁵ Il existe une abondante littérature sur le radicalisme. Citons d'abord trois synthèses: Claude Nicolet, Le radicalisme, Paris 1974; Jean-Thomas Nordmann, Histoire des radicaux 1820-1973, Paris 1976; Gérard Baal, Histoire du radicalisme, Paris 1994; et, bien évidemment, Serge Berstein, Histoire du parti radical, tome 1: La recherche de l'âge d'or, tome 2: Crise du radicalisme, Paris 1980.

⁶ Siegfried, Tableau des partis, p. 160.

Encore qu'il faille le démontrer. Je vais m'y efforcer. D'abord je présenterai rapidement l'une et l'autre formation et les relations nouées ou dénouées entre elles pendant l'entre-deux-guerres. Je tenterai ensuite de montrer les convergences socio-idéologiques entre parti radical et Alliance, et aussi les points de désaccords. Enfin, je m'efforcerai d'analyser l'impact qu'ils ont pu avoir sur la vie politique française, brouillant la donnée, bloc contre bloc, la concentration républicaine n'étant que l'expression politique d'une troisième force Centre gauche et Centre-droit, c'est-à-dire un centre.

I. Relations entre Alliance démocratique et parti radical

1 Origines

Le Congrès fondateur du parti radical et radical-socialiste s'est tenu les 21 et 22 juin 1901. C'est, on le sait, le premier parti constitué en France⁷. Léon Bourgeois lançait alors une invite à «tous les républicains sans épithète [...] tous ceux qui s'inspirent de la Révolution française» à se joindre à lui. Mais des républicains modérés, anciens dreyfusards pour la majorité d'entre eux, et ralliés à la politique de défense républicaine de Waldeck-Rousseau, en rupture de ban donc avec le progressisme d'un Jules Méline, ont préféré, à l'instigation de Waldeck-Rousseau et sous la présidence d'Adolphe Carnot, frère du président assassiné Sadi Carnot, se regrouper et former une association autonome. Ils créent l'Alliance républicaine démocratique, née officiellement le 23 octobre 1901. Les pères fondateurs entendent incontestablement se démarquer des radicaux-socialistes. En fait, les deux formations cristallisent deux courants de la famille républicaine: le courant radical et le courant modéré, ex-opportuniste, que les circonstances amènent à se confondre dans le Bloc des gauches de 1902.

Toutes deux ont connu leur âge d'or avant la Grande Guerre, alternant au gouvernement: les radicaux avec Combes, Clemenceau, Caillaux⁸, transfuge de l'Alliance d'ailleurs, et les alliancistes avec Poincaré, Barthou et de nombreux ministres des gouvernements Briand⁹. Cependant, le parti radical et l'Alliance démocratique occupent toujours une place primordiale dans la vie politique française des années vingt et trente. Il convient, pour faire vite, d'ajouter trois notations à propos des deux mouvements. Le parti radical se présente comme un parti reconstitué au lendemain de la guerre et plus structuré que l'Alliance démocratique. Celle-ci, sous des dénominations diverses, revêt, tour à tour, la forme d'association ou de parti. Ce trait suggère une organisation floue, tout au moins jusqu'en 1933¹⁰. Cepen-

⁷ Raymond Huard, *La naissance du parti politique en France*, Paris 1996.

⁸ Gérard Baal, *Le Parti radical de 1901 à 1914*, thèse dactylographiée, Paris 1991.

⁹ Rosemonde Sanson, *Centre et gauche (1901-1914). L'Alliance républicaine démocratique et le parti radical et radical-socialiste*, dans: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 39 (1992), p. 493-512; du même, Louis Barthou, leader de l'Alliance républicaine démocratique, dans: Michel Papy (dir.), *Louis Barthou, un homme, une époque*, Pau 1986, p. 103-114.

¹⁰ L'Alliance perdure après la Grande Guerre sous la forme d'association de 1919 à 1920, et sous le nom d'Alliance républicaine démocratique. Elle se mue alors en parti de 1920 à 1926, sous le nom de Parti républicain démocratique et social. Puis redevient association à partir de 1926, et ce jusqu'en 1933, date à laquelle Pierre-Étienne Flandin en prend la présidence et la réorganise en

dant, ni le parti radical, ni l'Alliance démocratique ne sont des formations monolithiques. Elles rassemblent des adhérents aux sensibilités différentes, regroupés en une aile gauche et une aile droite. En revanche, le parti radical peut revendiquer un nombre d'adhérents beaucoup plus important que l'Alliance: quelque 100 000 militants, contre une fourchette d'adhérents comprise entre 25 000 et 40 000. Cela tient au maillage plus dense de ses comités, l'Alliance étant plutôt un parti de cadres.

2 *Destins croisés*

Le destin politique de l'Alliance démocratique et du parti radical pendant la période de l'entre-deux-guerres tantôt diverge (époques du Bloc national, du Cartel des gauches de 1924-26 et de celui de 1932-34, du Front populaire), tantôt se fond en une concentration républicaine ou une union nationale (au temps des gouvernements de Poincaré, de Doumergue, de Daladier en 1938). Cela tient à leur histoire personnelle. J'insisterai plus sur celle de l'Alliance, mal connue, que sur celle du parti valoisien, qui a eu son brillant historiographe, Serge Berstein.

Au lendemain de la guerre, l'Alliance paraît plus forte que le parti radical. A. Carnot et les dirigeants de l'association entraînent Edouard Herriot et des radicaux dans des listes de cartel républicain à côté du bloc national où ils se retrouvent avec des hommes de la Fédération républicaine. Les radicaux l'acceptent, puis vont refuser à partir de 1922 de participer aux gouvernements du Bloc national sorti victorieux lors des élections législatives de novembre 1919¹¹. Cette situation politique et la déstructuration du parti radical expliquent que des radicaux qui gravitent autour du journal «Le Radical» de Perchot, sénateur des Basses-Alpes, et du Comité républicain du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Mascaraud, sénateur de la Seine, ouvrent des tractations avec les alliancistes pour la constitution d'un grand parti de républicains de gauche. C'est chose faite en 1920: Le PRDS est créé, avec, à sa présidence, Charles Jonnart.

Bientôt l'Alliance connaît des faiblesses et ses premières divergences de l'après-guerre. Jonnart, nommé ambassadeur auprès du Vatican, délègue la présidence du parti à Joseph Noulens, sénateur radicalisant du Gers, avant de démissionner. Un mimodrame se joue au sein du Comité directeur de l'Alliance, si l'on en croit des indicateurs de police, opposant aile droite et aile gauche. Finalement, celle-ci l'emporte: le sénateur Antony Ratier, un septuagénaire sans grande envergure, mais authentiquement républicain, est élu¹².

À l'inverse, le parti radical se réorganise. Les radicaux sous l'égide d'Edouard Herriot élaborent un programme renouvelé à teinture de gauche. Herriot apparaît

parti. De 1926 à 1940, elle est connue sous le nom d'Alliance démocratique. J'utiliserai, pour plus de clarté, cette dernière appellation.

¹¹ Sur le Bloc national cf. Nicolas Rousselier, *Le Parlement de l'éloquence. La souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris 1997.

¹² APP, B/A 1897, un carton sur l'Alliance démocratique. On apprend que l'aile droite aurait voulu élire Gaston de Selves, sénateur du Tarn-et-Garonne, mais que l'aile gauche, entraînée par Ch. Chaumet, député de Gironde, et A. Mamelet, secrétaire générale du PRDS, a menacé de faire scission.

comme le «refondateur» du parti valoisien¹³. Le parti recouvre son indépendance par rapport au Bloc national, rompt avec Poincaré, avant de se rapprocher des socialistes et de constituer avec ceux-ci le Cartel des gauches, qui l'emporte aux élections de 1924.

Face au Cartel, un certain nombre de leaders de l'Alliance adhèrent à la Ligue républicaine nationale, fondée par Alexandre Millerand, démissionné de la Présidence de la République par les radicaux-socialistes. C'est dire le peu de confiance des alliancistes envers leur parti. La Ligue, qui regroupe les républicains nationaux venus de différentes formations politiques, est le fer de lance de l'opposition au Cartel.

Mais, on le sait, l'expérience du Cartel échoue en 1926 pour des raisons que l'on n'a pas à analyser ici¹⁴, entraînant l'appel à un sauveur: Poincaré. Celui-ci, ancien vice-président de l'Alliance d'avant-guerre et actuel président d'honneur du mouvement, constitue un gouvernement d'union nationale, attribuant plus de portefeuilles aux valoisiers qu'aux modérés. Quoi qu'il en soit, par son intermédiaire, alliancistes et radicaux se rapprochent. L'Union nationale perdure par-delà les élections de 1928, et André François-Poncet, membre du Comité directeur de l'Alliance et futur ambassadeur de la France en Allemagne, s'en réjouit. L'Union nationale met à mal les partisans de la thèse des deux partis ou des deux blocs. «L'Union nationale, qu'est-ce donc», affirme-t-il, «sinon l'affirmation d'un centre qui s'interpose entre les extrêmes [...] et rallie autour de lui, pour des besognes salutaires, des hommes dont la faute est de se dévorer.»¹⁵

Puis les relations entre les deux partis semblent se distendre, les destins prendre des voies différentes. Tous deux connaissent des débats houleux lors de leurs congrès annuels de 1928 et 1929. Au congrès d'Angers, les radicaux-socialistes adversaires de l'Union nationale votent une motion condamnant catégoriquement l'union nationale. Ceci au cours de la nuit, alors qu'Herriot et certains de ses amis ont regagné Paris. Le «coup d'Angers» entraîne la démission des ministres radicaux qui siègent dans le gouvernement Poincaré, et le retrait de celui-ci, deux jours plus tard, le 6 novembre 1928. La base, dans sa majorité, était hostile à l'Union nationale, le congrès de Reims d'octobre 1929 en tire les conséquences en optant pour l'union à gauche¹⁶.

Corrélativement, l'Alliance connaît, de même, des vicissitudes. En 1928, le secrétaire du mouvement Albert Mamelet, s'estimant désavoué dans sa politique de rapprochement avec le parti valoisien, abandonne sa fonction. En fait, en 1929 au congrès de Dijon, l'aile droite de l'Alliance emmenée par Paul Reynaud semble vouloir imposer la conception des deux blocs antagonistes. En personnalisant, on peut dire que P. Reynaud l'emporte provisoirement sur P. E. Flandin. Paul Reynaud entend œuvrer à la constitution d'un grand parti conservateur qui regrouperait les républicains nationaux. L'Alliance démocratique constituerait l'aile gauche

¹³ Serge Berstein, *Edouard Herriot ou la République en personne*, Paris 1985.

¹⁴ Jean-Noël Jeanneney, *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926)*, Paris 1987.

¹⁵ *L'Avenir*, 14 août 1928. La lecture de ce journal où écrivent plusieurs leaders de l'Alliance démocratique pallie l'absence du bulletin du mouvement entre 1920 et 1933 dans les bibliothèques.

¹⁶ Pour tout ceci se reporter à Berstein, *Histoire du parti radical*, tome 2, p. 70 et suiv.

de ce parti de l'ordre opposé au «parti révolutionnaire». Autant dire qu'il est partisan du bipartisme à l'instar de l'Angleterre, et défend la tactique bloc contre bloc. Dans le débat qui s'ensuivit, Pierre-Etienne Flandin apparut comme l'opposant le plus ferme à cette conception. Fidèle aux idées d'un Waldeck-Rousseau, et à la tradition allianciste, il défendit le principe de la concentration républicaine réunissant républicains de gauche et républicains radicaux, tout en donnant la possibilité à quelques républicains aux marges de la Fédération républicaine de se joindre à eux en «un fort parti central». Il insista sur les inconvénients de la tactique bloc contre bloc. Le système opposerait les Français entre eux, il provoquerait une alternance au pouvoir, source d'instabilité, de rupture pour la vie politique de la nation. Pour l'heure, la motion proposée par Reynaud a été adoptée à l'unanimité, comme il sied à l'Alliance. Mais, l'année suivante, lors du congrès tenu à Angers en mai 1930, alors que le ministère Tardieu compte dix représentants de l'Alliance démocratique, dont Pierre-Etienne Flandin, ministre du Commerce et de l'Industrie, la théorie de celui-ci est approuvée également à l'unanimité par la motion de politique générale présentée par Ch. Reibel, député de Seine-et-Oise, qui reconnaît à l'Alliance vocation pour «développer et fortifier la politique de large union républicaine indispensable selon lui pour l'achèvement de la restauration du pays». Il fit voter à la suite l'affirmation suivante: «Il appartient à l'Alliance démocratique qui est, par essence même, le parti du centre, de grouper ces immenses forces actuelles éparées et flottantes.»¹⁷

Lorsqu'en 1933 Flandin prend la présidence de l'Alliance, il mue l'association en parti afin de redonner «aux partis du centre la force qu'il faut bien constater qu'ils ont momentanément perdue». L'emploi du pluriel traduit sa volonté de structurer la nébuleuse des républicains de gauche aux sensibilités politiques voisines. D'ailleurs, l'Alliance devient le «Parti autonome des républicains de gauche et des républicains radicaux»¹⁸.

Une deuxième expérience cartelliste, à la suite des élections de 1932 «se brise», comme l'écrit G. Baal, «sous la dépression économique et la crise politique»¹⁹, dont l'épisode le plus dramatique se déroule place de la Concorde, à Paris, le 6 février 1934²⁰. Il s'ensuit l'appel à Doumergue, ancien Président de la République, retiré en ses terres. S'ouvre alors une période de trêve. Le 4 novembre 1934, P. E. Flandin conclut le débat de politique générale, au congrès de son parti, par cette déclaration: «J'enregistre avec bonheur les relations, je pourrais dire cordiales, qui nous unissent maintenant avec le parti radical et radical-socialiste (applaudissements)», et de citer les ententes lors des dernières cantonales. Puis il poursuit: «Je vois là non seulement le résultat d'une œuvre passée, mais surtout le gage d'un avenir meilleur. J'ai, en effet, constamment soutenu qu'il était nécessaire que se dégage dans ce pays une majorité gouvernementale stable, appuyée sur ses deux piliers que sont d'une part le parti radical et radical-socialiste, et d'autre part l'Al-

¹⁷ Le congrès national de Dijon, 15/16/17 janvier 1929, brochure publiée par l'Alliance démocratique, 101 p., cf. BN, Fonds Flandin, carton 31, et Le Congrès national d'Angers, 9/10/11 mai 1930, brochure publiée par l'Alliance démocratique, 152 p., (conservée à la bibliothèque du Sénat).

¹⁸ Cf. discours prononcé par Pierre-Étienne Flandin le 29 mars 1933 au Congrès national extraordinaire de l'Alliance démocratique, dans: BN, Fonds Alliance démocratique.

¹⁹ Baal, Histoire du radicalisme, p. 85.

²⁰ Cf. Serge Berstein, Le 6 février 1934, Paris 1975.

liance démocratique». Prudent, il ajoute: «Il faut, en effet, que ce rapprochement s'opère non seulement par le haut, mais il faut aussi que les militants des deux partis comprennent les devoirs que les dangers intérieurs et extérieurs nous imposent.»²¹ Certes, quelques jours plus tard, les ministres radicaux, en désaccord avec le projet de réforme des institutions présenté par Doumergue, quitteront le cabinet, entraînant la démission de celui-ci.

Qu'importe, conséquent avec lui-même, P. E. Flandin, appelé à la Présidence du Conseil en remplacement du cabinet Doumergue, fait appel à des radicaux qui acceptent d'entrer dans son cabinet. En janvier 1936, contre l'avis de la majorité des adhérents à l'Alliance, il va même jusqu'à accepter le portefeuille des Affaires Étrangères dans le cabinet du radical-socialiste Albert Sarraut. Il argue alors, devant un comité directeur qui le sanctionne, de sa foi en l'affirmation du centrisme et de sa répulsion à la politique des blocs²².

À ce moment, l'engrenage du rassemblement des forces de gauche est engagé, et les deux années de Front populaire opposent évidemment radicaux et alliancistes, Flandin se métamorphosant en leader de l'opposition au Front populaire. Mais le gouvernement Daladier va opérer un nouveau rapprochement entre «républicains du milieu», c'est-à-dire les alliancistes, et les radicaux-socialistes, ceux-ci ayant opéré alors un recentrage²³.

L'entrelacs des relations entre l'Alliance et le parti radical ci-dessus esquissé découle des forces sociales que ces deux partis entendent représenter et des idéologies dont ils sont porteurs. C'est ce qu'il faut maintenant examiner.

II. Convergences et divergences

1 Deux partis de classes moyennes?

Les deux mouvements prétendent représenter les classes moyennes²⁴. Alors deux questions se posent: sont-ils représentatifs des classes moyennes et/ou prétendent-ils être les porte-parole de ces classes moyennes? Dans sa thèse sur le parti radical, S. Berstein a pu mener une étude sociologique des cadres et des délégués du parti radical pendant l'entre-deux-guerres. La composition socio-professionnelle de l'une et l'autre catégorie fait apparaître une surreprésentation des professions libérales (médecins, avocats) parmi les cadres, et des petits patrons et travailleurs indépendants parmi les délégués. Il souligne aussi l'importance des fonctionnaires, tant parmi les militants que dans l'électorat, et note une sous-représentation des ru-

²¹ Discours prononcé lors du Congrès d'Arras des 2, 3 et 4 novembre 1934 par Pierre-Étienne Flandin en fin de débat sur la politique générale. Cf. Le Congrès d'Arras: brochure publiée par l'Alliance démocratique (retrouvée dans AD Gironde).

²² L'Alliance démocratique, 31 janvier 1936, Pierre-Étienne Flandin et le centrisme, et APP, B/A 1897.

²³ Cf. Rosemonde Sanson, L'Alliance démocratique, et Serge Berstein, Le parti radical-socialiste. Arbitre du jeu politique, dans: René Rémond/Janine Bourdin (dir.), La France et les Français en 1938-1939, Paris 1978, respectivement p. 327-341 et p. 275-306.

²⁴ Sur les classes moyennes, cf. en particulier Georges Lavau/Gérard Grunberg/Nonna Mayer (dir.), L'univers politique des classes moyennes, Paris 1983; Vingtième siècle, 37 (1993).

raux, bien que ce parti dise porter un intérêt particulier aux classes rurales²⁵. Faute d'Archives, je n'ai pu mener une étude similaire pour la période 1919-1933; je l'ai esquissée à partir de données fragmentaires pour la période d'avant 1914²⁶. D'emblée, il apparaît que l'Alliance est un parti de cadres, que son recrutement est élitiste au niveau des instances dirigeantes. Pourtant, à celui des comités, on retrouve des catégories socio-professionnelles variées. On constate la surreprésentation des professions libérales et, parmi les organes directeurs, des membres appartenant à l'élite du monde intellectuel et du monde des affaires. Les alliancistes, à la différence des radicaux, recrutent très peu parmi les fonctionnaires. Leurs leaders ne cessent de vitupérer les fonctionnaires trop nombreux, donc poids pour les finances publiques, et parangons d'irresponsabilité. Lorsque la composition d'un comité local est connu, en province, on remarque la présence de catégories rurales diversifiées à côté de grands propriétaires ou de notables locaux. Pourtant, pendant l'entre-deux-guerres, si les dirigeants et les parlementaires de l'Alliance prétendent défendre les intérêts du petit et moyen entrepreneur des champs et des villes, il convient de rappeler leurs liens avec le monde de la grande entreprise et des dirigeants des groupements économiques. On peut citer Mascraud et Chaumet pour le Comité républicain du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, Baudoin et le Comité des entreprises, François-Poncet lié au Comité des forges et rédacteur du Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques, Flandin et l'Aéropostale, Billiet et l'Union des Intérêts économiques qui «arrose», il est vrai, nombre de partis, Gignieux, rédacteur puis directeur de la Revue industrielle, pour s'en tenir aux principaux lobbies.

Lors du congrès reconstituteur de l'Alliance en parti tenu à Paris en 1933, P. E. Flandin en tire quelques conséquences devant les auditeurs. «Vous ne vous contenterez plus, dit-il, d'un parti ayant à sa tête un état-major brillant» et insiste sur les «troupes nombreuses» qui le composent. Il remarque alors: «Elles appartiennent à la France moyenne, et je crois que vous pouvez dire que nous sommes le parti du Tiers-État». Puis il précise: «Nous sommes le parti de ces petits bourgeois, surtout de ces petits bourgeois de province [...] Nous sommes le parti des ouvriers intelligents qui veulent s'élever par leur travail et leurs vertus [...] dédaigneux d'une mystique révolutionnaire [...] C'est aussi le parti de ces paysans laborieux et tenaces [...]»²⁷.

Le parti radical a des prétentions similaires, bien que, selon la formule consacrée, il s'assigne pour tâche de «défendre le petit contre le gros». Au vrai, l'Alliance démocratique est plutôt le parti de la classe moyenne, au sens où Guizot employait ce terme dès le premier XIX^e siècle et le parti radical celui des classes moyennes. Cette distinction se répercute sur le programme avancé par les alliancistes ou les radicaux. Au vrai, nos deux partis partagent avec d'autres formations poli-

²⁵ Bernstein, Histoire du parti radical, tome 1, chapitre 5: Le parti radical à son apogée. La France radicale.

²⁶ Rosemonde Sanson, L'Alliance républicaine démocratique. Une formation de Centre, 1901-1920, thèse d'État soutenue à l'Université de Paris IV le 2 décembre 2000.

²⁷ Pierre-Étienne Flandin, Un programme d'action pour l'Alliance démocratique, Éditions de l'AD, 1933.

tiques la prétention d'être les interprètes des classes moyennes, assises, il convient de le souligner, de la société française et fondement de la démocratie en France.

La défense des classes moyennes induit des prises de positions économiques et sociales, communes aux radicaux et aux alliancistes. Tout est question de nuances.

2 Attachement à la propriété individuelle et anticollectivisme

Alliancistes et radicaux sont attachés, au nom même des principes de 1789, à la propriété privée. La propriété libre²⁸. Aussi honnissent-ils la collectivisation des biens. Les uns et les autres entendent protéger le petit et moyen propriétaire rural, et par la modernisation des campagnes enrayer l'exode rural. Modérés et radicaux soutiennent l'initiative privée. Les premiers voient en elle une panacée. Les seconds entendent composer et étendre le monopole d'État à des secteurs d'activité publique.

Tenants tous deux du libéralisme, ils sont libéraux à des degrés divers. Les alliancistes déplorent dès les lendemains de guerre l'extension de l'étatisme alors que les valoisens admettent la juxtaposition de secteurs privés et de secteurs étatisés.

Sur le plan financier, ils n'innovent guère: l'équilibre budgétaire reste une préoccupation constante. Dans une visée solidariste dans laquelle se reconnaissent aussi les alliancistes, les radicaux ont institué l'impôt sur le revenu, auquel les adhérents de l'Alliance ont fini par se rallier. Lorsque sous l'influence socialiste Herriot, au temps du Cartel, inscrit à ses projets l'impôt sur le capital, il ne fait pas l'unanimité parmi les radicaux et rencontre l'hostilité des modérés de l'Alliance, car ce serait une atteinte au patrimoine individuel et à l'épargne privée.

Se disant victimes du «mur d'argent», les radicaux n'en reviennent pas moins à l'orthodoxie financière des républicains sans épithète²⁹. Lors de la crise de 1929 qui débute aux États-Unis et atteint la France tardivement mais durablement, les uns et les autres professent la restriction des dépenses, condamnent la solution de la dévaluation du franc (Reynaud guerroyait solitaire, pour ce remède), et optent pour la politique de déflation.

Cependant, la crise accroît les divergences conceptuelles entre valoisens et alliancistes. Déjà les jeunes Turcs préconisaient une économie plus dirigée; dès lors, l'ensemble des radicaux se prononcent pour une «économie contrôlée», donc en faveur d'un renforcement de l'interventionnisme de l'État. Les adhérents à l'Alliance qui ont dû composer avec un interventionnisme limité demeurent hostiles à l'étatisme, selon eux propédeutique au communisme. Or, «le communisme, voilà l'ennemi». Mais les radicaux, après avoir fait un bout de chemin avec les socialistes et les communistes dans les premiers mois du Front populaire, au congrès de Biarritz d'octobre 1936, par les interventions d'Emile Roche qui entraîne l'aile droite expriment cette même peur du communisme: «Je viens dire ici au gouvernement au nom de nombreux radicaux que nous en avons assez et que nous ne voulons pas qu'on capitule devant les ordres de Moscou»³⁰, assène le Président de la Fédération du Nord. La rupture avec les communistes éclate quelques mois plus tard.

²⁸ Sur ces généralités, se reporter à Serge Berstein/Odile Rudelle, *Le modèle républicain*, Paris 1992.

²⁹ Jeanneney, *Leçon d'histoire*.

³⁰ Cité dans Berstein, *Histoire du parti radical*, tome 2, p. 480.

3 Pour un réformisme plus ou moins profond

Alliancistes et valoisien sont, bien évidemment, adversaires de la lutte des classes. Mais, hommes de progrès, ils se montrent soucieux de l'amélioration des catégories sociales les moins favorisées. La solidarité, théorisée par Léon Bourgeois à la fin du XIXe, demeure la base de leur philosophie sociale. Ils se prononcent pour la réforme et contre la révolution. Meilleure perception de l'impôt, législation sociale et amélioration de l'éducation doivent pallier les inégalités. Quelques exemples: L'impôt sur le revenu est l'œuvre des radicaux. Les alliancistes en ont finalement accepté le principe après guerre, après avoir longtemps récriminé contre le système de la déclaration, jugé attentatoire à la liberté individuelle et à celle des affaires. Les assurances sociales, auxquelles deux alliancistes, Grinda et Jourdain, ont attaché leur nom sans en être les initiateurs, sont évidemment approuvées par les radicaux. En revanche, le thème de l'école unique, qui tend à unifier l'enseignement primaire entre l'école communale et le petit lycée et à ouvrir l'accès au secondaire grâce à la gratuité, est défendu par les valoisien, mais heurte les alliancistes plus élitistes.

D'une façon générale, les deux partis adeptes du réformisme social le sont plus ou moins franchement. Les alliancistes ont tendance à remettre en cause des mesures que leurs parlementaires ont votées, tout le moins à demander des dérogations: pour les huit heures, pour les assurances sociales. Plus tard, si les jeunesses de l'Alliance reprochent à leurs aînés une timidité réformiste, cause selon eux de la victoire du Front populaire, le parti de P. E. Flandin, tout en acceptant le bien-fondé des congés payés, condamne les quarante heures, mesure, à son jugement, inapte à résorber le chômage et néfaste au redémarrage économique. Que le 30 novembre 1938 Daladier interdise la grève et les alliancistes, voyant s'éloigner «le fameux gouvernement des masses, jouet de forces occultes puissantes»³¹, accordent leur pleine confiance au gouvernement du leader radical. Les grèves de 1936 avaient, il est vrai, suscité l'inquiétude de nombre de radicaux qui désapprouvent, à Biarritz dès octobre 1936, le désordre social.

Réforme donc, mais dans l'ordre social, telle est la pensée commune de nos républicains plus ou moins avancés.

4 Des partis profondément républicains

Les deux partis restent fortement attachés à la République parlementaire. Tous deux se prétendent héritiers de la Révolution française, des Gambetta, Ferry et Waldeck-Rousseau qui ont pratiqué la défense républicaine.

Cette défense du régime de la Troisième République n'empêche nullement une critique de certaines pratiques institutionnelles. De fait, la critique des déviations du parlementarisme est plus marquée chez les adhérents à l'Alliance que chez ceux du parti radical. Ce dernier a retiré après la guerre de ses programmes la traditionnelle demande de révision constitutionnelle. Les radicaux se montrent méfiants à l'égard de tout renforcement de l'exécutif; n'ont-ils pas contraint Millerand à

³¹ Cf. Rosemonde Sanson, *L'Alliance démocratique*, dans: René Rémond/Janine Bourdin (dir.), *La France et les Français*, Paris 1979, p. 327-341, p. 327.

abandonner la Présidence de la République pour avoir outrepassé ses droits lors de la campagne électorale de 1923–24 ? En 1934, au congrès de Nantes, ils finissent par condamner le projet de réforme de l'État proposé par Doumergue. Pourtant, les jeunes Turcs et une aile réformatrice ont avancé des thèmes similaires à la proposition du Président du Conseil. Mais, pour la majorité des parlementaires radicaux, le pouvoir des deux Chambres ne doit pas être amoindri.

À l'Alliance, la thématique de la réforme de l'État est évoquée dès le congrès de Rouen de décembre 1927. Ensuite, elle est reprise à chaque congrès. L'Alliance avance sept principaux remèdes : retirer aux parlementaires l'initiative des dépenses et accélérer la procédure parlementaire ; maintenir le Parlement dans sa fonction de contrôle ; faire un usage effectif du droit de dissolution ; transférer aux préfets le pouvoir de décision ; instaurer le suffrage des femmes ; faire intervenir le Conseil national économique dans certaines décisions³².

Ces propositions annoncent celles exposées par André Tardieu, dans les années 1930³³, un adhérent temporaire à l'Alliance. Empêcher le parlementarisme d'évoluer vers le régime d'assemblée, renforcer l'exécutif, décentraliser, telles sont les solutions avancées. Mais, sauf chez quelques éléments droitiers, tel Tixier-Vignancour, qui éprouvent des sympathies envers les régimes forts et vantent la mystique du chef, cette révision constitutionnelle s'accompagne toujours de professions de foi républicaines et d'attachement au régime parlementaire.

5 Pour la laïcité de l'État

Radicaux et alliancistes sont aussi de fervents tenants de la laïcité de l'État. Certes, la touche anticléricale est plus saillante chez les premiers. Les seconds acceptent l'idée de renouer des relations avec le Vatican, et d'ailleurs Jonnart, leur président, est nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège. Mais il ne s'agit pas de remettre en question les lois laïques votées entre 1880 et 1905. « La majorité républicaine est délimitée à droite par l'acceptation sincère des lois de la République et, en particulier, des lois de laïcité. »³⁴ S'ils critiquent la politique sectaire du Cartel, qui voudrait imposer la loi de Séparation des Églises et de l'État à l'Alsace-Lorraine recouvrées, c'est par crainte de voir naître en ces régions un « Zentrum » à l'allemande.

À dire vrai, la flambée de laïcité militante au temps du ministère Herriot passée, les radicaux rejoignent le point de vue des alliancistes. L'anticléricisme paraît obsolète. Tous s'accordent pour faire respecter la laïcité de l'État français et reconnaître la liberté religieuse³⁵. Il n'empêche. Eu égard aux luttes passées, même l'Al-

³² BDIC : Le Congrès national de l'Alliance démocratique, 1927, dans : République démocratique, 4 décembre 1927, et quelques brochures sur les principaux sujets traités à ce congrès de Rouen des 27/28 et 29 novembre 1927.

³³ André Tardieu, *L'heure de la décision*, Flammarion 1932, et du même, *La Révolution à refaire*, tome 1 : Le souverain captif, tome 2 : La profession parlementaire, Flammarion 1936 et 1937. André Tardieu a adhéré à l'Alliance républicaine démocratique, alors Parti républicain démocratique, en 1914. Il l'a quitté en 1919. Il aurait donné ensuite son adhésion de 1930 à 1932.

³⁴ La République démocratique, 15 mai 1921. Le programme du PRDS.

³⁵ Se reporter à René Rémond, *L'anticléricisme en France de 1815 à nos jours*, Paris 1976 ; Jean-Marie Mayeur, *La question laïque. XIXe-XXe siècle*, Paris 1997 ; Edouard Frédéric-Dupont me confiait ne pouvoir se présenter comme conseiller municipal, vers la fin des années 20, dans le VIIe

liance démocratique demeure, auprès de l'opinion publique, un parti entaché de laïcité et la revendication des lois laïques constitue encore un clivage entre droite et gauche radicale bien sûr, mais aussi entre droite et modérés de l'Alliance.

6 Concentration à gauche ou concentration républicaine?

Finalement, la principale divergence entre l'Alliance démocratique et le parti radical réside en leur tactique électorale et leurs rapports avec les partis voisins, de droite ou de gauche. Incontestablement, le parti valoisien conserve la nostalgie de l'union à gauche. Il y succombe à maintes reprises, déçu par «la vieille dame de la rue de la Rochefoucauld», siège de l'Alliance jusqu'en 1933, qui a tendance à pratiquer le désistement à gauche certes, mais aussi à droite. En fait, les républicains de gauche de l'Alliance penchent, de prédilection pour la concentration républicaine, dans une entente avec les valoisien et éventuellement avec quelques républicains situés à leur droite. Aussi s'efforcent-ils d'attirer les radicaux vers une union nationale, jugée moyen thérapeutique après l'échec d'un gouvernement dit de gauche ou vers une concentration républicaine estimée moyen prophylactique à une union à gauche. Mais, à la concentration républicaine, les radicaux opposent la «concentration à gauche», qui, selon son initiateur, le sénateur de Belfort Laurent-Thiéry, est ainsi conçue: «Il n'y a qu'une concentration républicaine admissible, dit-il en 1933, et qu'il conviendrait mieux d'appeler coalition des gauches sur un programme hardi et précis pour que puissent s'unir et collaborer radicaux-socialistes et socialistes, avec le concours de républicains notoirement laïques et sociaux.»³⁶

Seulement, la théorie est mise à mal dans la pratique. L'union à gauche, lors des cartels, s'avère décevante, puisque les socialistes refusent de participer aux gouvernements dirigés par les radicaux.

En revanche, l'Alliance démocratique refuse toute collaboration avec les socialistes. C'est pourquoi elle coupe avec le parti radical-socialiste lorsque celui-ci pratique l'union à gauche. Ainsi, à la veille de la campagne électorale de 1932, le comité directeur de l'Alliance adresse un appel à tous les républicains qui est incendiaire envers le parti de Léon Blum et par ricochet envers les valoisien: «Le socialisme, voilà l'ennemi. Contre lui, contre ses alliés, il faut que l'union se fasse étroite, inébranlable.»

On sait que P. E. Flandin base sa politique sur une stratégie concentrationniste. Au congrès d'Arras, le 3 novembre 1934, alors qu'alliancistes et radicaux se retrouvent détenteurs de portefeuilles dans le ministère de Gaston Doumergue, il se réjouit. Cette collaboration lui paraît la meilleure assurance de stabilité gouvernementale³⁷. Appelé à former le ministère quelques jours plus tard, il poursuit la «trêve» et met en application ses idées, puisqu'il attribue des ministères à Edouard

arrondissement de Paris sous l'égide de l'Alliance démocratique, car le parti était trop marqué de l'estampille laïque.

³⁶ Rapporté dans Berstein, Histoire du parti radical, tome 2, p. 146.

³⁷ Cf. intervention de Pierre-Étienne Flandin le 3 novembre, 2^{ème} journée du congrès d'Arras, dans: L'Alliance démocratique au Congrès d'Arras, AD, 1934, brochure de 48 p. retrouvée dans AD Girond. Se reporter à la citation rapportée plus haut.

Herriot, ministre d'État, à Paul Marchandau ou à Henri Queuille. En janvier 1936, il accepte d'être ministre des Affaires étrangères dans le cabinet du radical Albert Sarraut. Des rapports de police conservés dans le dossier concernant l'Alliance démocratique aux archives de la Préfecture de police indiquent que la décision de Pierre-Etienne Flandin suscite une houle au sein du parti. On évoque alors la convocation d'un congrès extraordinaire, voire la démission du Président accusant celui-ci de mener une politique personnelle sans nul souci des intérêts électoraux de ses compagnons qui escomptaient, face au rassemblement populaire en marche, des appuis à droite. Tout rentra dans l'ordre dans la mesure où une partie des parlementaires n'émirent pas un vote hostile au gouvernement Sarraut. L'incident est révélateur des divisions du parti.

Mais le parti valoisien est lui aussi divisé en deux tendances: celle des militants qui, derrière Edouard Daladier, désirent que le parti reste ancré à gauche, et une aile plus modérée avec Emile Roche qui évoque l'idée d'un Tiers parti entre révolution et réaction, avec aussi Edouard Herriot et les frères Sarraut favorables à la concentration républicaine. Ceux-ci pensent que le parti radical, et ils rejoignent ainsi le théoricien du «grand parti central», Alain, a vocation à gouverner au centre.

Pourtant, en 1936, les radicaux succombent aux sirènes des partis de gauche. Alors, P. E. Flandin a revêtu le rôle de leader de l'opposition au Front populaire. Mais dans le cabinet Daladier en 1938, renouant avec l'idée concentrationniste, il contribua, cette fois suivi par la grande majorité des alliés, à soutenir le «rassemblement national» de Daladier, antidote, au vrai, du rassemblement populaire.

III. Deux centrismes, un Centre

1 Deux centrismes?

Deux citations qui se font écho, à une décennie d'intervalle, permettent de saisir comment les deux formations se perçoivent. La première est extraite de la déclaration de l'Alliance démocratique lors du congrès national de novembre 1927: «Notre alliance, nous la concevons comme un élément fondamental d'équilibre de la politique française. Notre vocation est de nous porter sur les points menacés: si la menace est à droite, nous faisons contrepoids vers la gauche; si elle est à gauche, nous faisons contrepoids vers la droite, et les observateurs superficiels s'imaginent que nous varions. En vérité, nous ne bougeons pas; nous sommes au centre, et nous nous maintenons sur la ligne par laquelle passe l'axe de stabilité de la vie politique».

En 1937, le radical Albert Sarraut, ministre d'État du cabinet Chautemps, dans son discours de Montauban, profite du 67^e anniversaire de la République pour définir la position de son parti: «L'existence du parti radical», déclare-t-il, «évitte à la France la division redoutable en deux blocs de droite et de gauche dominés par les extrêmes [...] Il est l'amortisseur [...] Par ce rôle et cette position régularisatrice, il est, au premier chef, une garantie contre la guerre civile». Un peu plus loin dans son discours, il étiquette le parti radical de «parti du juste milieu».

Que retenir des citations? Deux considérations principales: Tout d'abord, les deux partis revendiquent une position centrale dans la vie politique. L'adjectif central revêt là en fait une double acception. Il doit être pris au sens d'essentiel et de centriste. En effet, le mot centre lui-même est bivalent. Il revêt une signification parlementaire ou partisane. Bref, l'Alliance démocratique et le parti radical et radical-socialiste se présentent comme des forces centristes. Sont-ce des représentations admises par tous? Il faut différencier. Deuxième point: les deux partis s'assignent un rôle stabilisateur ou un rôle régulateur dans la vie politique. Cela répond-il à une réalité?

Les autoproclamations pré-citées doivent être nuancées. Parti du juste milieu, parti du centre? Les expressions émanent des états-majors, et non pas de la base de chaque parti. En réalité, les valoisien de base tendent à gauchiser leur parti et les alliancistes de base à droitiser le leur. C'est ce qui ressort d'une attention portée aux intervenants de l'une et l'autre formation, lors de leurs congrès. Pas de monolithisme, mais bivalence et même ambivalence pour l'un et l'autre parti.

Toute définition implique de s'intéresser à l'ordre des représentations qui comporte trois niveaux. D'abord, l'image que chaque parti porte sur soi. Le parti radical se veut une formation de gauche qui s'identifie à la République; l'Alliance démocratique, sauf pour quelques personnalités tels Reynaud, plus tard Tixier-Vignancour, et parfois l'aile droite, se prétend le parti des républicains de gauche, qui conteste au parti radical l'exclusivité d'incarner la République. Donc, la représentation d'eux-mêmes les situe plus à gauche que la réalité. Mais, deuxième niveau, quel regard portent-ils l'un sur l'autre? Le parti radical a tendance à considérer les alliancistes comme des conservateurs dont ils suspectent et le réformisme et la laïcité. L'Alliance démocratique a tendance, elle, à juger le parti radical comme incertain; il convient de l'empêcher de se fourvoyer avec les partis révolutionnaires. S'il succombe à la tentation, il faut le combattre, mais aussi s'efforcer de ramener la brebis égarée. Enfin, l'opinion publique a une représentation un peu différente. Pour le Français moyen, le parti radical est ressenti comme un parti de gauche, et l'Alliance démocratique comme une formation centre-gauche, à cause de son attachement à la laïcité. Le jeu de miroir ne renvoie pas la même image. Quoi qu'il en soit, pendant l'entre-deux-guerres, malgré des dissonances entre aile gauche et aile droite de chaque parti et malgré une appréhension parfois discordante des données politiques, incontestablement l'Alliance démocratique et le parti radical peuvent être considérés comme l'expression de forces centristes, méfiantes envers tout extrémisme.

Par ailleurs, les deux partis, cela paraît indéniable, constituent un facteur de stabilité dans la vie politique française de l'entre-deux-guerres. En vertu du glissement droitier des partis, phénomène connu, le parti radical a tempéré le parti socialiste, voire le parti communiste, lorsque ce dernier lui a tendu la main. L'Alliance démocratique, quant à elle, a rassuré des conservateurs et les a maintenus dans la fidélité à la République. Son anticommunisme avoué a pu ainsi endiguer des antimarxistes attirés par les régimes fascistes.

Ils ont aussi stabilisé la vie politique, dans la mesure où ces deux piliers des majorités gouvernementales corrigent l'instabilité ministérielle. Quand les radicaux optent pour l'union à gauche, et que l'Alliance se situe dans l'opposition, ils en-

traînent leurs alliés de gauche dans un mouvement centripète. Lorsqu'ils conjuguent leurs forces en une union nationale ou une concentration républicaine, la France est pleinement gouvernée au centre. Ainsi, les forces politiques extrémistes sont-elles restées, somme toute, minoritaires en France.

2 *Ordre, Mouvement ou Marais ?*

Pourtant, le principe de la tripartition en France donne lieu à débat. Nombre d'historiens et de politologues français contemporains continuent de juger la politique de la Troisième République à l'aune de la bipolarisation. Dans sa «Politique des partis sur la III^e République», François Goguel insiste sur l'opposition Ordre et Mouvement³⁸. Plus récemment, René Rémond, puis Jean-François Sirinelli ont écrit ou dirigé des histoires «Des Droites en France», dans lesquelles ils inscrivent l'Alliance démocratique, rejetant donc le parti radical à gauche³⁹.

Une autre tendance historiographique tend à une classification différente. Serge Berstein, tout en reconnaissant que la culture politique centriste n'existe pas⁴⁰, avait, hier, conclu sa monumentale étude sur le parti radical en caractérisant celui-ci «de parti qui se veut de gauche, mais dont la vocation normale est d'être au centre»⁴¹. Maurice Duverger, dans un percutant article, pense que la politique française de 1789 à la Ve République «a été caractérisée par la conjonction des deux centres, centre-droit et centre-gauche», et donc que la France, à de rares exceptions près, a été gouvernée au centre⁴². Mais il retient, au vrai, l'expression au sens parlementaire. Dans un brillant essai publié dans les «Lieux de mémoire», et pourtant intitulé «La droite et la gauche», Marcel Gauchet écrit ce qui pourrait passer pour un truisme, mais en fait, est porteur d'une lisibilité nouvelle: «Pour qu'il y ait une Droite et une Gauche, il faut qu'il y ait, au moins un troisième terme, le Centre». Et de montrer que cette tripartition a été perçue dès l'Assemblée constituante de 1789. Antonin Duquesnoy, député du Tiers-État de Bar-le-Duc, écrivait alors dans son Journal à propos de «ceux qui tiennent le milieu» de l'Assemblée: «Ils désirent tout ce qui se fait, mais ils voudraient que tout se fit plus lentement et avec de moindres secousses.»⁴³

Quelle meilleure définition pourrait-on trouver de l'Alliance démocratique et, dans une moindre mesure, du parti radical pendant l'entre-deux-guerres?

³⁸ François Goguel, *La politique des partis sous la III^e République*, Paris 1957.

³⁹ René Rémond, *Les droites en France*, Paris 1982; Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France*, 3 tomes, Paris 1992.

⁴⁰ Serge Berstein, *Le centre à la recherche de sa culture politique*, dans: *Vingtième Siècle* 44 (1994), p. 19-24. Le numéro est consacré à la culture politique en France depuis de Gaulle.

⁴¹ Cf. Berstein, *Histoire du parti radical*, tome 2, p. 595.

⁴² Michel Duverger, *L'Éternel Marais. Essai sur le centrisme français*, dans: *Revue française de Sciences politiques* 19 (1964), p. 34-51.

⁴³ Marcel Gauchet, *La Droite et la Gauche*, dans: Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome 3: *Les France, V. I Conflits et partages*, Paris 1992, p. 395-467.

3 Un Centre

Une certaine familiarité avec la littérature des alliancistes, archives, journaux, congrès, m'amène à penser que l'Alliance démocratique, surtout à dire vrai avant 1914, mais aussi pendant l'entre-deux-guerres, incarne le centre. C'est ce que prétendent la plupart de ses leaders⁴⁴. Serge Bernstein, de son côté, en conclusion à son étude sur le parti radical de 1919 à 1939, écrit: «Le parti radical joue [...] durant les années 1919–1936 le rôle d'un parti tampon entre la gauche et la droite.»⁴⁵ Après la parenthèse du Front populaire, qui a déchiré le parti, l'historien va même jusqu'à situer celui-ci au centre-droit de l'échiquier politique. Bref, j'aurais tendance à dire que le Centre existe. Certes, il fluctue, il oscille. Il est même difficile à définir sur le plan parlementaire⁴⁶. On peut lui accoler les qualificatifs centre-gauche ou centre-droit. En ce sens, le Centre a gouverné la France de l'entre-deux-guerres, de 1922 à 24, puis de 1926 à 1932, de 1934 à 36, et après 1937 jusqu'en 40. Cette troisième force politique correspond à des choix idéologiques ou tactiques.

La culture politique du Centre n'est pas intrinsèque. Elle emprunte à la gauche républicaine et à la droite républicaine. Plus sans doute à la gauche qu'à la droite. Elle en effectue la synthèse. La référence à 1789 et la défense de l'individualisme, la lutte pour l'État laïque, la laïcité étant à cette époque un brevet de républicanisme, la croyance aux vertus de la propriété, de la liberté et des libertés, la défense républicaine donc l'attachement à la République parlementaire appartiennent à la mémoire de la gauche française. Mais la défense de la propriété, le rejet de la lutte des classes, le goût de l'ordre sont des valeurs de droite. Le centre pérennise l'héritage de Guizot, théoricien du juste-milieu, au cours du premier XIX^e siècle appuyé sur la défense des «classes moyennes» qui a pu établir sa suprématie grâce aux libertés, et qui ne peut la maintenir que grâce à l'ordre⁴⁷. Mais au XX^e siècle cet ordre ne peut être confondu avec un embrigadement: Alliance démocratique et parti radical sont des partis somme toute peu structurés, où l'indiscipline est attitude courante. Mais celle-ci est gage de démocratie.

Les classes moyennes ou la bourgeoisie, si l'on veut, se reconnaissent en un gouvernement centriste. Or, pendant l'entre-deux-guerres, l'Alliance, malgré quelque déviance droitière, s'attribue pour vocation première de constituer une force politique au centre, et le parti radical et radical-socialiste, exceptées ses expériences cartellistes ou du Front populaire, a opéré un recentrage.

Théories et pratiques des deux partis, ainsi que l'ancrage déjà ancien de la démocratie, expliquent que le Centre a servi de digue contre les dérives communistes et fascistes. A tout le moins jusqu'en 1940.

⁴⁴ Cf. Rosemonde Sanson, *Centre et Gauche (1901–1914)*; du même, *L'Alliance démocratique, reformulation du Centre gauche?*, dans François Roth (dir.), *Les modérés dans la vie politique française (1870–1965)*, Paris 2000.

Cf. Pierre-Étienne Flandin, *Paix et Liberté («L'Alliance démocratique à l'action»)*, Paris 1938. Se référer en particulier à la préface p. 1–47.

⁴⁵ Bernstein, *Histoire du parti radical*, tome 2, p. 596.

⁴⁶ Cf. Danièle Zeraffa-Dray, *Centre, centriste*, dans: Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique*, p. 143–146.

⁴⁷ François Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, 8 tomes, Paris 1858, 1867. Tome 7, il écrit en particulier: «Les classes moyennes [...] étaient à mes yeux les meilleurs gardiens des principes de 1789, [...] de la liberté comme de l'ordre [...]».

Discuter de l'existence du Centre dans la vie politique française n'est pas un jeu d'esprit, c'est un enjeu politique toujours d'actualité⁴⁸. Les relations, quelque peu chaotiques il est vrai, de l'Alliance démocratique et du parti radical ont fait apparaître «une exception française». Malgré le multipartisme, la politique bloc contre bloc, dans les années 20 et 30, est possible quand les deux partis s'éloignent l'un de l'autre. Mais quand les «deux piliers» soutiennent le même gouvernement, la France est gouvernée au centre et une troisième force apparaît: le Centre, entre les gauches et les droites. Il se définit hier par la formule «ni révolution, ni réaction». Il se définit après la Grande Guerre par ni marxisme, ni fascisme. Autrement dit, entre les partis de la gauche marxiste, parti communiste et parti socialiste et les droites traditionalistes ou fascistes, il y a les valoisien et les alliancistes et, au vrai, quelques autres formations politiques ou parapolitiques⁴⁹.

Les retrouvailles des républicains modérés de l'Alliance et des républicains radicaux du Parti valoisien sont possibles parce qu'elles ont en partage des valeurs communes. Par-delà le miroir des représentations, par-delà le rappel des rapports entre les deux familles politiques, ma communication ambitionnait principalement de proposer une typologie des critères qui permettent de définir la nébuleuse-centre dont je rappelle les principaux traits: la défense des classes moyennes, ce qui implique un libéralisme économique plus ou moins tempéré d'interventionnisme, le réformisme social, mais aussi un certain conservatisme économique-social, et, sur le plan politique, l'attachement à une république laïque et parlementaire au moment où l'antiparlementarisme met en péril ce type de régime, et une propension à constituer une coalition gouvernementale.

Pour finir, je rappellerai la déclaration d'un allianciste: «Entre 'les rouges' et 'les blancs', il y a 'les bleus' [...] Nous nous rallions au drapeau tricolore.»⁵⁰

Cette référence au drapeau national peut servir de conclusion: le drapeau tricolore, emblème de la tripartition des forces politiques françaises⁵¹.

⁴⁸ Cf. implosion des tendances du centre en France en 1998 et un effort de recomposition autour de François Bayrou.

⁴⁹ On peut citer le PDP ou les mouvements d'anciens combattants. Cf. Jean-Claude Delbreil, *Centrisme et démocratie chrétienne en France. Le PDP, des origines au MRP*, Paris 1990; Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française 1914-1939*, Paris 1977.

⁵⁰ Intervention d'un adhérent lors du congrès de l'Alliance démocratique de 1935. Cf. Alliance démocratique, 22 novembre 1935.

⁵¹ Sur la signification des couleurs en politique voir Maurice Agulhon, *Les couleurs dans l'histoire récente*, dans: Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde*, Paris 1996, tome 3: *La politique en France d'hier à aujourd'hui*, p. 170-188.